Münch-Mertz (Eveline), Au chevet de l'humanité souffrante. Les médecins cantonaux ou médecins des pauvres dans le département du Haut-Rhin (1825-1870)

Société académique du Bas-Rhin, Bulletin t. CXXVII-CXXVIII, 2007-2008

Françoise Steudler-Delaquerche

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/570>

DOI : 10.4000/alsace.570

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 444-447

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Françoise Steudler-Delaquerche, « Münch-Mertz (Eveline), Au chevet de l'humanité souffrante. Les médecins cantonaux ou médecins des pauvres dans le département du Haut-Rhin (1825-1870) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 134 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 21 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/alsace/570> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.570>

anonyme dijonnais dont la référence du récit de voyage se sera malencontreusement perdue (p. 275).

Ce faisant, Claude Muller ne risque-t-il pas de perdre de vue et le sujet et le titre, pourtant suffisamment englobant, de sa contribution afin de pouvoir accueillir des témoignages aussi disparates ? La conclusion de son livre, qui « rattrape » les mémoires non utilisés précédemment et soulève la question de la francisation de l'Alsace, rend compte de ce désir d'exhaustivité qui, à notre sens, ne répond pas à une nécessité absolue. On pourrait lui reprocher par ailleurs un penchant pour l'anecdotique et l'événementiel, parfois au prix de citations fort longues des auteurs consultés. Mais le thème traité illustre magistralement la rencontre entre « la grande » et « la petite » histoire : au delà des opérations militaires, décidées à Versailles et exécutées sur le terrain, lorsque Stanislas Leszcynski envoie son flot de missives au comte de Bourg, n'est-ce pas l'intimité de la Cour qui pénètre en Alsace ? Reste à savoir pourquoi une étude d'une telle ampleur, sur le plan à la fois thématique et géographique puisqu'elle porte sur l'ensemble d'une Alsace ouverte sur l'Europe, paraît sous les auspices d'une société d'histoire locale, aussi proche soit-elle d'une frontière si souvent invoquée.

Jean-Michel Boehler

XIX^e siècle

MÜNCH-MERTZ (Eveline), *Au chevet de l'humanité souffrante. Les médecins cantonaux ou médecins des pauvres dans le département du Haut-Rhin (1825-1870)*, Société académique du Bas-Rhin, Bulletin t. CXXVII-CXXVIII, 2007-2008.

C'est à une catégorie particulière du monde médical du XIX^e siècle que s'intéresse Eveline Münch-Mertz dans cet ouvrage issu de sa thèse, dirigée par Jean-Michel Boehler, aujourd'hui professeur émérite à l'Université Marc Bloch de Strasbourg, qui, dans sa préface, souligne tout l'intérêt de cette étude, véritable histoire socio-culturelle d'un groupe, celui des médecins cantonaux du département du Haut-Rhin, des praticiens « de terrain » au service des indigents malades. L'auteur a su en effet tirer parti d'un riche matériel archivistique, en exploitant essentiellement les nombreux dossiers relatifs à la médecine cantonale proprement dite, mais en ayant également recours à beaucoup d'autres documents, dans la mesure où ses investigations l'amenaient nécessairement à s'intéresser aux questions de santé publique, d'hygiène, d'assistance et, d'une façon plus générale, d'administration du département.

L'originalité de l'Alsace, et du Haut-Rhin en particulier, que montre bien Eveline Münch-Mertz, est d'avoir constitué, de façon précoce, un véritable laboratoire pour la mise en place d'une médecine des pauvres, puisque, dès 1825, des médecins cantonaux y sont nommés (des tentatives ayant été menées également dans quelques autres départements, un peu plus tardivement), l'officialisation de l'institution ne survenant qu'en 1854. L'auteur, qui se situe dans la lignée des travaux de Jacques

Léonard et d'Olivier Faure sur la France médicale du XIX^e siècle, ne néglige pas les éléments chiffrés, tirés de ses sources et présentés sous forme de nombreux tableaux et diagrammes, mais cherche aussi et surtout à transcrire le plus fidèlement possible les réalités concrètes de l'expérience qu'elle retrace, déclarant s'être fixé pour ambition de « donner de la chair aux textes et de voir, sur le terrain, les différents protagonistes à l'œuvre, c'est-à-dire les décideurs (les politiques), les vecteurs (les médecins) et les bénéficiaires (les malades indigents) » (p. 11). Un premier chapitre est ainsi consacré à l'historique de l'institution, les deux départements alsaciens étant ceux où l'initiative des pouvoirs publics paraît la mieux accueillie, comme résurgence d'une ancienne coutume à dominante germanique d'initiative locale (les *Stadtphysici* et *Landphysici*), mais aussi comme manifestation d'une gestion centralisatrice à la française, puisque, même si ce sont les conseils municipaux qui financent l'indemnité du praticien accomplissant un tel service, c'est l'administration préfectorale qui impulse la dynamique et exerce un contrôle sur les médecins cantonaux, dont on attend des rapports circonstanciés. Le deuxième chapitre s'attache, très concrètement, en déroulant une intéressante galerie de portraits, à ces hommes, à leur formation, leur carrière, leurs motivations, leurs activités annexes, ce qui permet de prendre la mesure de l'extrême hétérogénéité du groupe, qu'illustrent parfaitement trois exemples détaillés : quoi de commun, en effet entre Etienne Onimus, grand propriétaire terrien et véritable notable local, peu impliqué en apparence dans sa mission sanitaire, Louis-Auguste Jadzewski, hygiéniste convaincu, rédacteur acharné de rapports, qui s'épuise à sillonner les campagnes et Victor West, le frère du préfet du Bas-Rhin, qui accomplit son travail avec une rigueur « qu'il appelle scientifique ». À l'extrémité de la chaîne, les pauvres malades, qui font l'objet du dernier chapitre, nous apparaissent, qu'ils vivent en ville ou en milieu rural, comme situés dans un autre monde que celui de leurs thérapeutes. Si les contours et la composition de cet ensemble des nécessiteux sont fluctuants, et donc malaisés à définir, tout comme restent encore indéterminées un grand nombre des pathologies qui l'affectent du fait de l'imprécision nosologique persistante, il appartient à ces médecins cantonaux, au premier chef, de soulager cette humanité souffrante, ce qu'ils font de façon empirique, en s'appuyant sur « un savoir savant appliqué de temps en temps avec les outils du savoir populaire » (p. 92). Mais, au-delà de la « conservation de la vie du peuple », il s'agit aussi de ramener celui-ci « à la dignité humaine, à la religion et à la morale » (p. 112), en conduisant une véritable entreprise d'acculturation exercée sur ces marges de la société. La position de ces praticiens, qui, de fait, affinent leur regard clinique au contact de ces réalités, les place aussi, comme au temps de l'ancienne Société royale de médecine, en situation d'observateurs privilégiés des conditions sanitaires locales, dont on leur demande de rendre compte, ce qui les insère dans une vaste entreprise de rassemblement des connaissances et donc d'élaboration permanente du savoir. Eveline Münch-Mertz, en s'appuyant méticuleusement sur ses sources, montre ainsi le succès, dans le Haut-Rhin, de ce dispositif de la médecine cantonale, confiée à des docteurs de plus en plus chevronnés, et qui sont avant tout des hommes « de terrain », animés d'un idéal philanthropique, non dénué cependant de préoccupations morales et sécuritaires.

L'auteur fait peut-être preuve pourtant d'un excès de réserve lorsqu'elle déclare, « par respect pour les travaux de nombreux chercheurs dans le domaine de l'histoire de la médecine » (p. 140) ne pas avoir voulu procéder à une compilation de leurs résultats. Même s'il est vrai que les références à ces recherches ne manquent pas, on note une tendance d'ensemble à « laisser parler les documents », le lecteur restant parfois sur sa faim quant aux interprétations d'ensemble qu'une dimension un peu plus théorique aurait permis de développer. Plusieurs enjeux importants apparaissent bien cependant, à travers les abondantes données fournies au tout long de cet ouvrage. La question de la santé publique y est montrée comme occupant, pendant la période considérée, une place centrale dans les préoccupations des politiques, cependant que le caractère souvent contradictoire des positions des acteurs a tendance à agir comme un frein. L'État hygiéniste fait de l'action sur le terrain une véritable nécessité, mais, oeuvrant dans un cadre qui demeure libéral, il ne peut compter que sur la bonne volonté des professionnels et des pouvoirs locaux, en se heurtant à la ladrerie des municipalités, signalée comme un problème omniprésent. De leur côté, les médecins développent des stratégies qui ne sont pas exemptes d'ambiguïtés. On aurait peut-être un peu tendance à oublier parfois que le service des pauvres décrit ici n'occupe qu'une petite partie du temps des praticiens concernés, qui se consacrent essentiellement à leur clientèle privée et payante (dont certains membres, d'ailleurs, ne sont peut-être pas si différents des indigents qu'ils ont à prendre en charge). Et lorsque Eveline Münch-Mertz transcrit les motivations qui animent ces hommes dans leurs déclarations de candidature, au-delà des proclamations philanthropiques convenues qu'elle relève et qui sont récurrentes (même si leur sincérité n'est pas, pour autant, à mettre radicalement en doute), il est possible de se demander plus fondamentalement comment cette activité assez peu rémunératrice et ingrate prend place, parmi d'autres responsabilités (dont la participation aux sociétés de médecine, de prévoyance ou de bienfaisance, ou bien les fonctions politiques, pour certains), dans un « plan de carrière » (p. 72) et, au-delà, dans l'édification de la profession et l'accession de celle-ci à une véritable reconnaissance sociale. Ces médecins, on le voit bien, entendent, sur la base d'un savoir reconnu, authentifié par les prestigieuses facultés de médecine de Strasbourg ou de Paris, qui leur ont délivré leur diplôme, asseoir leur pouvoir dans la société, tout ayant la garantie de la préservation de leur statut libéral. Significative sur ce plan est la position du Congrès médical de Paris de 1845, qui a exprimé une franche opposition à cette médecine cantonale accusée de menacer d'asservissement les praticiens : « Tout médecin imposé est un médecin déprécié ». L'hétérogénéité de la catégorie des médecins cantonaux, en définitive, semble parfaitement refléter la diversité de l'ensemble du groupe des hommes de l'art de l'époque et de leurs aspirations, ainsi que les tâtonnements de leurs positionnements, d'autant plus que, avant l'ère pastorienne, leur efficacité curative reste très relative et qu'ils cherchent encore leur place sur l'échiquier social, aspirant profondément à « jouer un rôle » (« du mérite à la notoriété et à la notabilité », est-il suggéré, p. 144). Les archives relatives aux médecins cantonaux paraissent donc à certains égards, représenter une voie privilégiée d'accès à l'ensemble du monde médical, dans toute sa complexité. Il aurait pu être intéressant, d'ailleurs, d'esquisser

une typologie faisant apparaître des sous-groupes, aux intérêts dissemblables, et une hiérarchie plus ou moins implicite. On peut trouver, cependant, chez ces hommes, un plus petit dénominateur commun, l'hostilité aux empiriques, qui est supposée souder la profession, même si dans la pratique, il s'agit de composer parfois avec les médiateurs (comme les sages-femmes, par exemple). Un consensus existe donc sur la nécessaire médicalisation de la société, jusque dans ses strates les plus profondes. Mais celle-ci ne peut se réaliser sans que soient patiemment tissés des liens étroits avec les différents niveaux de l'administration publique (dont ne saisit pas toujours très clairement les compétences respectives) et divers partenaires agissant dans le domaine social (sociétés de bienfaisance, congrégations religieuses, etc.), le tout fonctionnant en un véritable « réseau » (p. 61) dans lequel s'insère le professionnel, qui est en passe d'en devenir l'indispensable cheville ouvrière.

Peut-on alors considérer que, entre 1800 et 1870 nous sommes, comme le dit Eveline Münch-Mertz, dans « un temps long, homogène, à la limite de l'immobilisme » (p. 12) ? Elle note bien, pourtant, que le Second Empire, qui officialise et généralise l'institution, fait preuve d'une volonté nouvelle d'efficacité et de rationalisation, en opérant une mobilisation plus autoritaire des médecins cantonaux, et que ceux-ci (stimulés par l'inspecteur Thannberger) prennent bien davantage au sérieux leurs missions et acceptent de devenir un « outil aux mains de l'administration » (p. 82). La disparition progressive des officiers de santé au profit de docteurs en médecine, aux curriculum vitae parfois impressionnants, et un rajeunissement d'ensemble des détenteurs de la fonction sont sans doute révélateurs. À une demande plus contraignante des autorités correspond désormais une offre réelle de services de la part de praticiens qui jouent un rôle considérable sur le terrain (bataille de l'hygiène, surveillance des épidémies, campagnes de vaccination, etc.), même si, dans les rapports très détaillés qu'ils envoient désormais, il est peut-être possible de déceler une bonne part d'autosatisfaction et la nécessité de « faire du chiffre », car peut-on croire totalement à ces taux de « guérison » (?) spectaculaires dont ils se prévalent ? Nous sommes bien ici au cœur de stratégies professionnelles sous-jacentes, de tels succès « publics » ne pouvant que conforter position « privée » et statut social. La partie ne sera véritablement gagnée que lorsque, dans les années 1870, des savoirs plus efficaces viendront légitimer pleinement les ambitions des médecins.

Au total, ce livre, dense et stimulant, ouvre d'intéressantes perspectives non seulement dans le domaine de l'histoire de la santé et la médecine, mais dans celui de l'histoire sociale en général.

Françoise Steudler-Delaherche